



Où en est la coalition « feu tricolore » un an plus tard ?

Quand Sociaux-démocrates, Verts et Libéraux se sont donné le mot pour négocier, au lendemain des élections fédérales du 26 septembre 2021, le contrat de gouvernement qui allait leur permettre de former la coalition dite « feu tricolore » ils ont provoqué l'étonnement voire l'admiration des observateurs tant ils avaient été capables de préserver le secret de leurs négociations et d'afficher vers l'extérieur la meilleure entente possible malgré des divergences que l'étude des programmes de chacun d'entre eux ne pouvait que faire apparaître¹. Un an plus tard les partenaires de la coalition au pouvoir à Berlin semblent prendre un malin plaisir à mettre sur la place publique leurs différends tout en continuant, bon an mal an, de négocier les compromis qui leur apparaissent faisables pour le maintien d'une entente minimale entre eux et utiles au pays. Et cela quelques mois à peine après que se soit constitué à Düsseldorf, au lendemain des élections régionales du 15 mai 2022², un

gouvernement de coalition entre Chrétiens-démocrates et Verts, ce qui ne confortait pas la coalition « feu tricolore » à Berlin. À ce point que d'aucuns n'excluaient pas son implosion qui ouvrirait la voie à une nouvelle coalition fédérale dirigée par les Chrétiens-démocrates avec à leur tête leur nouveau leader Friedrich Merz qui ne ferait qu'une bouchée du faible chancelier Scholz.

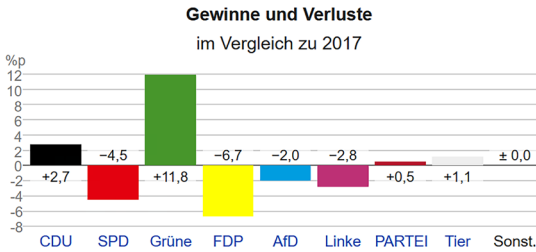
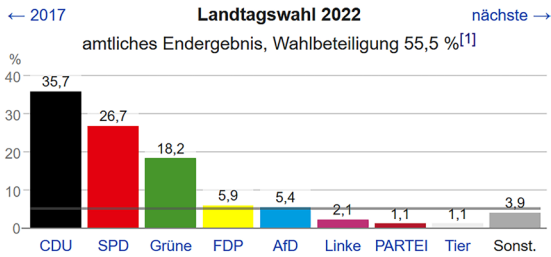
L'accord CDU-Verts en Rhénanie du Nord – Westphalie

Les négociations entre Chrétiens-démocrates et Verts en Rhénanie du Nord – Westphalie ont suivi le même schéma que celles qui ont conduit à la coalition « feu tricolore » à Berlin, la discrétion sur leur contenu étant jugée être la preuve de la confiance entre deux partenaires qui dans ce Land n'ont pas encore gouverné ensemble. C'est aussi le mérite personnel du ministre-président sortant, H. Wüst, et surtout de la cheffe des Verts, Mona Neubaur, qui a interprété les résultats du scrutin comme un appel des électeurs à privilégier une coalition des vainqueurs et non une coalition arithmétiquement possible mais politiquement risquée avec les perdants SPD et FDP.

1. Voir notre éditorial « Feu vert pour la coalition "feu tricolore" » présentant le dossier sur les élections fédérales du 26 septembre 2021 in AA, No 238 (octobre-décembre 2021) p. 3-9.

2. Voir notre éditorial « Élections régionales en Allemagne ; quelle incidence sur le plan national ? » in AA, No 240 (avril-juin 2022), p. 3-6. Rédigé avant la conclusion d'un accord CDU-Verts et la ré-élection de Hendrik Wüst (CDU) comme ministre-président du Land de Rhénanie du Nord – Westphalie le 28 juin 2022, nous ne pouvions que présumer que des résultats du scrutin du 15 mai sortirait un accord de

coalition entre CDU et Verts, mais la chose n'était pas encore acquise.



Les élections du 15 mai 2022 en Rhénanie du Nord – Westphalie (Résultats définitifs, pertes et gains des partis par rapport à 2017)
https://de.wikipedia.org/wiki/Landtagswahl_in_Nordrhein-Westfalen_2022

Chaque parti a imprimé sa marque à l'autre : la CDU garantit pour les cinq années à venir de la nouvelle mandature une politique active de protection du climat et le développement d'une « économie durable », des investissements dans la formation mais aussi dans les infrastructures du Land, le tout sur la base d'une politique budgétaire fiable et d'une politique de sécurité crédible (augmentation du nombre de policiers) ; les Verts disent, de leur côté, vouloir faire du Land la première région industrielle en Europe à atteindre la « neutralité climatique » – en jouant sur le développement des éoliennes qui devrait permettre la fin de l'exploitation du charbon dès 2030 – tout en étant plus juste sur le plan social³. En matière de formation, le Land qui manque actuellement cruellement d'enseignants s'engage à en recruter 10 000 sur cinq ans en plus de personnels d'encadrement pédagogique. La coalition CDU-Verts désormais au pouvoir à Düsseldorf n'apporterait-elle pas la preuve qu'une alternative

à la coalition « feu tricolore » est possible et qu'un renversement d'alliance des Verts pourrait ramener les Chrétiens-démocrates au pouvoir à Berlin – d'autant que les dissonances désormais l'emporteraient sur la concordance ? Les choses sont-elles aussi simples ?

Dissonances « tricolores »

Les principales se sont fait jour sur la question cruciale de la politique énergétique du pays en réaction aux réductions des livraisons de gaz par la Russie (voir l'analyse dans ce même numéro de Patricia Commun) qui posait la question de l'introduction ou non d'une nouvelle taxe et surtout celle du sort à réserver aux trois centrales nucléaires jusqu'alors promises à l'arrêt définitif à la fin de l'année 2022. Pour prévenir de la faillite les fournisseurs de gaz contraints d'acheter sur le marché du gaz à des tarifs surélevés vu les difficultés d'approvisionnement⁴, le ministre vert de l'Économie et des Finances, Robert Habeck, a proposé d'introduire une taxe de 2,4 centimes sur chaque kWh consommé aussi bien par les ménages que par les entreprises. Cela lui a valu de vigoureuses critiques de son partenaire social-démocrate qui y voit une taxe socialement injuste, permettant en outre de venir en aide à des fournisseurs de gaz qui ne redouteraient pas la faillite.

Sur la question de recourir à nouveau à l'énergie nucléaire pour mieux maîtriser la crise énergétique, R. Habeck se trouvait entre le marteau et l'enclume : il ne pouvait exclure de devoir y recourir mais il savait aussi que son propre parti n'accepterait pas une prolongation de fonctionnement des centrales nucléaires. Il a cherché une solution de compromis dont il espérait

3. Voir Zukunftsvertrag für Nordrhein-Westfalen 2022-2027 <https://www.cdu-nrw.de/cdu-und-gruene-stellen-gemeinsamen-koalitionsvertrag-vor> et https://gruene-nrw.de/dateien/Zukunftsvertrag_CDU-GRUENE_Vorder-und-Rueckseite.pdf.

4. Le fournisseur Uniper a bénéficié d'une aide de 15 milliards € de l'État fédéral qui est entré dans son capital, Il devrait avoir besoin d'une aide supplémentaire de 4 milliards. Voir <https://www.businessinsider.de/politik/deutschland/staatshilfe-fuer-uniper-wie-viel-geld-braucht-der-gas-riese-noch-a/>.

qu'elle lui permettrait de satisfaire ses partenaires de la coalition gouvernementale sans mettre son propre parti à feu et à sang. Cela ne lui a guère réussi. R. Habeck propose de fermer définitivement comme prévu, à la fin de l'année, la centrale d'Emsland mais de garder en réserve celles de Neckarwestheim 2, en Bade-Wurtemberg, un Land dirigé par une coalition Verts-CDU, et d'Isar 2, en Bavière, jusqu'à la mi 2023. Concrètement, cela signifie que le personnel sera maintenu dans les centrales mais que les réacteurs ne seront pas chargés de nouveaux combustibles sauf urgence énergétique. Le ministre part de l'idée que l'Allemagne passera l'hiver sans coupures de courant. Cette cote mal taillée a provoqué les protestations de la CDU-CSU mais aussi du FDP qui voulaient prolonger le fonctionnement des trois centrales jusqu'en 2024. Une grande partie des Verts et l'aile gauche du SPD – qui officiellement soutient la proposition de R. Habeck – rejettent, comme il était prévisible, ce qui leur apparaît comme une remise en cause de la décision d'arrêter définitivement toutes les centrales fin 2022 (les manifestants dans la rue ont défendu le slogan « Pas une minute de plus ! »).

Ces dissonances annoncent-elles la déliquescence de la coalition « feu tricolore » ? Les partis qui la composent ont-ils intérêt à chercher d'autres partenaires tels que les Chrétiens-démocrates avec lesquels les Verts gouvernent en Rhénanie du Nord – Westphalie et en Bade-Wurtemberg (mais

aussi dans le Brandebourg, la Rhénanie-Palatinat, la Saxe, Brême et Berlin dans le cadre à vrai dire de coalitions impliquant également d'autres partis que la CDU)⁵ ? R. Habeck n'a pas manqué lors du séminaire gouvernemental de Meseberg à la mi-août de réitérer sa confiance au chancelier Scholz en même temps qu'il a cherché à désamorcer la principale critique faite à la taxation du kwh de gaz, ses ressources ne financeront pas les fournisseurs de gaz qui ne seraient pas dans le besoin. Et puis, il y a une autre chose plus structurelle qu'il ne faut pas perdre de vue. Pour qu'une coalition soit chassée du gouvernement (c'est arrivé en 1982 en cours de législature quand Helmut Kohl a été élu chancelier en remplacement de Helmut Schmidt, le FDP ayant fait défection), il faut qu'elle soit remplacée par une autre et élise un autre chancelier. L'Allemagne passe sans aucun doute par une phase difficile mais ce ne sont pas les actuelles tensions que connaît la coalition au pouvoir à Berlin qui devraient l'empêcher de passer l'hiver. On devrait y voir plutôt le jeu habituel des partis avec ce que cela implique de pressions des partenaires entre eux avant qu'ils se ressaisissent pour présenter à l'opinion un visage plus concordant. Ceci étant dit, la multiplicité des coalitions dans les Länder nous rappelle que toutes les combinaisons sont aujourd'hui davantage possibles en Allemagne que jamais entre partis démocratiques.

– Jérôme VAILLANT –

5. Voir <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/73680/umfrage/koalitionen-in-den-bundeslaendern/>.